

Projet de loi de Finances 2024 : la France Championne du monde des Niches Fiscales ?

Après deux nouveaux 49-3 en moins de 15 jours l'exécutif s'enferme dans ses contradictions avec une revue des dépenses publiques à géométrie variable alors qu'il prétend chercher encore un milliard d'économies.

Ainsi, les amendements retenus par le gouvernement dans le PLF 2024 ne vont toujours pas vers ceux qui en ont le plus besoin

De nouveaux dispositifs fiscaux sont venus s'ajouter aux 465 niches fiscales en vigueur, notamment une nouvelle exonération d'impôt dans le cadre de l'organisation des JO 2024 pour toutes les fédérations sportives internationales et une exonération d'impôt sur le revenu pendant cinq ans pour tous leurs salariés...

Paradoxalement, dans ce même PLF 2024 figure la transposition de la Directive Européenne issue des travaux de l'OCDE/G20 (Pilier 2) qui vise à assurer un taux d'imposition d'impôt sur les sociétés minimum de 15% pour les grands groupes nationaux et multinationales !

Pour résumer, ce PLF promet l'austérité budgétaire pour les services publics et la fin des aides publiques pour les ménages mais la poursuite des dépenses fiscales pour une minorité d'acteurs économiques avec en ligne de mire toujours la politique de l'offre.

Pour Force Ouvrière, l'obstination de l'exécutif à maintenir chaque année un montant important de dépenses fiscales notamment en direction des entreprises et dont l'efficacité n'est pas avérée comme le Crédit Impôt Recherche (7 Mds d'euros par an) constitue un non-sens économique et accentue les inégalités devant l'impôt.

Paris, le 20 octobre 2023

Contact :

Hélène FAUVEL
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [hfaudel](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)

[@force-ouvriere.fr](https://www.force-ouvriere.fr)

☎ 01.40.52.84.45